

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- -Continuité de l'exploitation (confer note 1.1)
- -Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- -Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société applique depuis le 1er janvier 2005, les règlements CRC n°2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

1.1 Continuité de l'exploitation

La société est sortie de la période de redressement judiciaire qui avait été ouverte le 13 janvier 2006 par le Tribunal de Commerce de Lons le saunier.

En effet, le 23 mars 2007, le Tribunal de Commerce de Lons le Saunier a accepté le plan de continuation présenté par les dirigeants de l'entreprise.

Le plan prévoit l'apurement du passif moratorié en six ans et la cession des actifs immobiliers sis à Lons le Saunier et à Graffenstaden.

Des incertitudes existent quant au respect du plan d'apurement du passif, en raison des aléas liés aux modalités de réalisation des actifs immobiliers.

Ainsi, la société n'a pas été en mesure de procéder au règlement du premier dividende du plan échu depuis le 23 mars 2008.

En effet, à ce jour, la cession des actifs immobiliers qui était la principale condition de réussite du plan n'a pu intervenir d'une part en raison de la préemption effectuée par la Communauté Urbaine de Strasbourg alors même que la société avait signé un compromis de vente avec un opérateur immobilier de renom et d'autre part en raison de la crise immobilière actuelle qui rallonge les délais de cession et provoque un ralentissement des programmes de construction.

Afin de préserver les intérêts des créanciers, la direction a décidé de ne pas donner suite aux propositions qui apparaissent trop éloignées de la valeur de marché et qui ne permettraient pas le désintéressement des créanciers dans les conditions prévues dans le plan d'apurement du passif.

Sur la base de ces éléments factuels, la direction a décidé d'arrêter les comptes en retenant le principe de la continuité d'exploitation.

1.2 Réévaluation libre des actifs corporels

Une réévaluation libre a été effectuée au 30 juin 2007. Les constructions et les terrains de Graffenstaden, Lons le Saunier et Morbier ont été réévalués sur la base de leur valeur de marché, ce

qui conduit à la comptabilisation d'un écart de réévaluation d'un montant de 4 231 K€, inscrit dans les capitaux propres.

L'évaluation des actifs immobiliers appelle les commentaires suivants :

- S'agissant de la valorisation de l'immeuble d'Illkirch Graffenstaden, celle-ci correspond à la valeur sur la base de laquelle a été signé un compromis de vente avec un promoteur immobilier, diminuée des frais d'agence.

Il convient de préciser que suite à la préemption effectuée le 8 janvier 2007 par la Communauté Urbaine de Strasbourg, le dirigeant de la société a engagé une procédure devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

En date du 16 octobre 2007, le Tribunal Administratif de Strasbourg a annulé la décision du 8 janvier 2007 par laquelle la Communauté Urbaine de Strasbourg a exercé son droit de préemption.

Au vu de cette décision favorable à la société, il a été décidé de maintenir la valeur inscrite au compromis et non pas la valeur à laquelle la Communauté Urbaine de Strasbourg a préempté.

- Concernant l'immeuble de Lons le Saunier, en l'absence de compromis, il a été retenu une valeur médiane correspondant à la moyenne des propositions reçues par la société. Cette évaluation a conduit à la comptabilisation d'une provision de 400 K€ par rapport à la valeur retenue dans le cadre de la réévaluation.
- Enfin, concernant notre siège social de Morbier, et en l'absence de référence à des opérations immobilières comparables, la valeur retenue résulte d'une estimation non formelle communiquée par une étude notariale.

S'agissant des autres actifs corporels, la valeur vénale est estimée à la valeur nette comptable, de ce fait aucun écart de réévaluation n'a été constaté.

1.3 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.3.1 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. En l'occurrence, les durées d'utilisation n'ont pas été appréhendées différemment des durées d'usage utilisées antérieurement.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 an |
| • Constructions | 20 à 30 ans |
| • Agencements | 10 ans |
| • Installations techniques | 10 ans |
| • Matériel et Outillage industriels | 3 à 10 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 4 à 10 ans |

Les amortissements économiquement justifiés sont des amortissements linéaires ou dégressifs admis par la loi fiscale. Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

Comme indiqué au § 1.2, il a été procédé à une réévaluation libre des immobilisations corporelles.

1.3.2 Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.3.3 Prêts.

Il s'agit des prêts consentis aux organismes collecteurs dans le cadre de l'aide à la construction, ceux-ci sont remboursables sur 20 ans.

1.3.4 Stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks. Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les prix de revient n'intègrent pas l'impact de la sous activité dans la valeur des stocks

1.3.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.3.6 Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.3.7 Achats

Les frais accessoires d'achats à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

2 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

2.1 Immobilisations & amortissements

Actif immobilisé	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets	190.331	0	59.824	130.507
Fonds commercial	7.930	0	7.560	370
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	72.581	3.634.794		3.707.375
Constructions	1.210.891	596.684	3.322	1.804.253
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	783.993	0	392.989	391.004
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5.138.640	0	4.253.949	884.691
Matériel de transport	47.911	23.478	0	71.389
Matériel de bureau et informatique	248.980	0	108.816	140.164
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Sous-total	7.502.996	4.254.956	4.759.076	6.998.876
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	369.934			369.934
Prêts	602.352		592.418	9.934
Autres	2.542		0	2.542
Sous-total	974.828		592.418	382.410
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	8.676.085	4.254.956	5.418.878	7.512.163
Amortissements	Montant en fin d'exercice	Dotation de l'exercice	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions brevets	187.176	2.201	59.727	129.650
Sous-total	187.176	2.201	59.727	129.650
Immobilisations corporelles				
Constructions	1.137.864	43.186	3.322	1.177.728
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	749.054	15.845	388.819	376.080
Installations techniques, matériels et outillages industriels	4.970.611	33.248	4.119.168	884.691
Matériel de transport	42.143	2.623	0	44.766
Matériel de bureau et informatique	239.752	4.604	108.320	136.036
Sous-total	7.139.423	99.506	4.619.629	2.619.300
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	7.326.599	101.707	4.679.356	2.748.950

2.2 Immobilisations par composant

Après une étude d'impact, la société n'a identifié de composant que pour ses actifs immobiliers. Ceux ci étant totalement amortis, la société n'a pas jugé pertinent de modifier les règles d'amortissement des dits biens.

Par ailleurs, la société n'a pas identifié de composants sur les autres actifs.

2.3 Etat des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Echéances à 1 an au plus	Echéances à +d'1an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	18.713		18.713
Prêts	9.934		9.934
Autres immobilisations financières	2.542		2.542
Actif circulant			
Client douteux ou litigieux	348.557		348.557
Autres créances clients	331.501	331.501	
Personnel et comptes rattachés	330	330	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat - impôt sur les bénéfices			
Etat - taxe sur la valeur ajoutée	43.108	43.108	
Autres impôts et taxes / Divers état	38.500	38.500	
Débiteurs divers	1.209	1.209	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	794.394	414.648	379.746

2.4 Provisions

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissement dérogatoires					
Sous-total					
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour perte de change					
Autres provisions pour risque					
provisions litiges	378.320	367	0	150.201	228.486
provisions risques	96.125	0	10.000	50.875	35.250
provisions IFA					
provisions IDR		55.730			55.730
Sous-total	474.445	56.097	10.000	201.076	319.466
Provisions pour dépréciation					
Sur immobilisations corporelles		400.000			400.000
Sur titres de participation	369.934				369.934
Sur autres immob.financières	287.622	0	287.622		0
Sur stock en-cours	1.574.489	0	1.025.065	0	549.424
Sur comptes clients	350.519	2.373	19.056		333.836
Autres provisions pour dépréciations	0				0
Sous-total	2.582.564	2.373	1.331.743		1.253.194
TOTAL DES PROVISIONS	3.057.009	58.470	1.341.743	201.076	1.572.660
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		2.373	1.044.121		
- financières		0	0		
- exceptionnelles		400.367	297.622	201.076	
Dont imputation sur le report à nouveau		55.730			

Les provisions pour litiges sont ainsi ventilées :

- 7 K€ au titre d'instances prud'homales,
- 221 K€ au titre d'instances contentieuses opposant BOURGEOIS à ses anciens franchiseurs.

Les provisions pour risques et charges sont relatives à la fermeture du site de Lons le Saunier.

Pour la première fois, la société a comptabilisé le montant des engagements de retraite, cette provision ; conformément à la « méthode préférentielle », a été imputée sur le poste « report à nouveau

L'immeuble sis à Lons le Saunier a fait l'objet d'une dépréciation de 400 K€, afin de ramener la valeur de l'immeuble à sa valeur de marché estimée.

2.5 Dettes

2.5.1 Dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A moins d'1an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 ans maximum à l'origine	100	100		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	96.786	16.131	80.655	
Fournisseurs et comptes rattachés	1.079.179	169.094	758.405	151.680
Personnel et comptes rattachés	124.166	124.166		
Sécurité sociale et organismes sociaux	638.239	64.358	478.235	95.646
Etat : Impôts sur les bénéfices				
TVA	79.194	336	67.424	11.434
Autres impôts/Taxes et assimilés	604.533	37.273	472.717	94.543
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés	1.017.839	837.285	150.462	30.092
Autres dettes	1.159.184	172.776	852.834	133.574
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4.799.220	1.421.519	2.860.732	516.969
Emprunts soucrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des divers emprunts contractés auprès des associés personnes physiques	1.017.839			

Les dettes à échéances supérieures à un an sont celles relatives à la procédure à la procédure de redressement judiciaire à l'exception du compte courant du dirigeant d'un montant de 873 K€ dont le remboursement est subordonné à la cession du bâtiment de Graffenstaden.

Dettes garanties par des sûretés réelles

L'avance en compte courant de 800 K€ en principal consentie par le dirigeant en septembre 2004 est garantie par une hypothèque sur le bâtiment de Graffenstaden.

Les intérêts sont également garantis par l'hypothèque.

Les dettes fiscales et sociales (taxes professionnelles 2004 et 2005, diverses taxes foncières, part patronales de certaines cotisations sociales échues au cours de l'exercice 2005) sont garanties par une hypothèque du trésor portant sur les immeubles de la société sis à LONS LE SAUNIER (725,

route de Besançon et 2, rue des Mouillères) pour un montant de 530.914 € (dont 477.500 € en principal)

2.6 Autres informations

2.6.1 Produits à recevoir

Produits à recevoir

Néant

Charges à payer

Le montant des charges à payer est inclus dans les postes suivants du bilan.

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	49 461
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	73 065
Dettes fiscales et sociales	184 464
Autres dettes	126 907
TOTAL	433 897

Charges constatées d'avance (d'exploitation)

Néant

Produits constatés d'avance

Néant

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Postes du bilan	Entreprises liées	Créances et dettes matérialisées par des effets de commerce
Clients et comptes rattachés (montant net)		54 683
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0	0
Créances rattachées à des participations (montant net)	0	0

2.7 Écarts de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

Les écarts de conversion n'ont pas donné lieu à comptabilisation en raison de leur caractère non significatif.

3 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Informations sectorielles

Depuis l'arrêt de l'activité " verres" lors du quatrième trimestre 2006, l'activité " montures" demeure l'activité unique de la société BOURGEOIS.

Répartition par marchés géographiques

	chiffre d'affaires	en %
--	--------------------	------

France	2 020 619	87%
Etranger	291 712	13%
TOTAL	2 312 331	100%

3.2 Détail des produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels sur opération de gestion		166 259
Produits sur cession éléments corporels		389 596
Produits sur cession éléments financiers		270 000
Reprise provision dépréciation prêt 1%		287 622
Reprise provision pour risques et charges		211 077
Produits sur exercices antérieurs		187 007
Autres charges exceptionnelles de gestion	6 785	
Charges sur exercices antérieurs	70 662	
Valeur nette comptable, immobilisations corporelles cédées	147 104	
Valeur brute créance prêt 1% cédée	570 243	
Dot. aux provisions pour risques et charges except	367	
Dot. Aux provisions pour dépréciation except.	400 000	
Sous- Total	1 195 161	1 511 561
TOTAL	316 400	

3.3 Transfert de charges

Coûts de restructuration	379 773
Remboursement assurances	13 413
Salaires charges sociales	2 880
Rembt organismes formation	24 453
Rembt assedic	10 117
TOTAL	430 636

3.4 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	- 310 915	0	-310 915
Résultat exceptionnel (et participation)	316 400	0	316 400
Résultat comptable	5 485	0	5 485

3.5 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Résultat de l'exercice	5 485
Impôts sur les bénéfices	0
Résultat avant impôts	5 485
Variation des provisions réglementées	0

3.6 Information sur la situation fiscale différée ou latente

Allègements

Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :

Organic 3 700

Eléments à imputer

Déficits reportables 11 077 245

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 Données sociales

Effectif au 31 décembre

Cadres	3
Agents de maîtrise et techniciens (ETAM)	12
Employés	7
Ouvriers	16
TOTAL	38

Rémunérations des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction néant
Rémunérations allouées aux 5 personnes les mieux rémunérées 209 585 €

4.1.3 Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités journalières.

Une compagnie d'assurances se charge en partie du paiement ultérieur des indemnités de départ en retraite du personnel grâce aux sommes versées par la Société Bourgeois S.A.

Le montant des indemnités de fins de carrière est fixé par les dispositions de droit commun et les conventions collectives applicables dans la société (convention collective de la métallurgie).

Les engagements sont évalués suivant la méthode actuarielle dite du prorata des droits au terme.

Les hypothèses statistiques retenues sont les suivantes :

- Taux de charges patronales : 40,20 %,
 - Taux annuel d'évolution des salaires : +2 %
 - Age moyen d'entrée des salariés
 - Cadres 25 ans
 - ETAM et ouvrier 23 ans
 - Salaire moyen des salariés
 - Cadres 37.802 €
 - ETAM et ouvrier 18.839
 - Taux de démission 4 %
 - Taux de licenciement 4 %
 - Table de mortalité TV 8890
-
- L'engagement au titre des indemnités de fins de carrière, net de la couverture par la compagnie d'assurance est estimé 55 730 €. Pour la première fois, la société a comptabilisé le montant de cet engagement ; conformément à la « méthode préférentielle », ce montant a été imputé sur le poste « report à nouveau ».

Cet engagement est couvert à hauteur de 25 000 € par une compagnie d'assurance.

Droit individuel à la formation.

Le montant des provisions pour DIF est calculé selon les règles légales en vigueur :

- Droit à DIF acquis après un an d'ancienneté,
- Le droit est acquis au 1^{er} janvier de l'exercice,
- Le droit est de 20 heures par an, cumulable sur 6 ans au maximum,
- Le montant dû par l'employeur est égal à 50 % de la rémunération nette, ainsi que les frais de formation et de transport
- Les engagements financiers n'intègrent pas les frais de formation et de transports qui sont déjà pris en charge au titre des obligations légale de financement de la formation professionnelle continue).

Les droits acquis par le personnel totalisent 2 680 heures représentant un engagement financier de 24 780 €.

4.2 Liste des filiales et participations

FILIALES et PARTICIPATIONS	F.P.O France	BOURGEOIS BENELUX Belgique	TIFFANY eyewear USA
Capital	9 146	61 973	299 500
Réserves (1)	-46 124	-774 730	96 588
Quote-part détenue	99%	99,57%	100%
Valeur nette comptable de la participation	0	0	0
CA 2007	0		
Résultat 2007	0		
(1) dont report à nouveau	-46 894		

La filiale FPO est en sommeil depuis le mois de février 2002. Les capitaux propres négatifs ont pour contrepartie une créance de BOURGEOIS SA dépréciée à 100 %. La société n'a donc pas identifié de risque.

La filiale Tiffany Eyewear est en sommeil depuis mai 1997.

La filiale Bourgeois Bénélux est en sommeil depuis Février 2000. Malgré une situation nette négative de sa filiale belge, BOURGEOIS SA n'a pas identifié de risque d'être appelée en garantie à ce titre.

Les titres de participation des filiales sont intégralement dépréciés.

4.3 Composition et évolution des capitaux propres

	Situation au 31/12/2005	Situation au 31/12/2006	Situation au 31/12/2007
Nombre d'actions	531 878	531 878	531 878
Capital	2 028 000	2 028 000	2 028 000
Réserves et report à nouveau	-686 104	-2 103 302	- 6 403 578
Ecart de réévaluation			4 231 478
Résultat de l'exercice	-1 417 197	- 4244 547	5 485
Capitaux propres	-75 301	-4 319 848	- 138 615

4.4 Répartition du capital social

Actionnaires	Répartition en %	
	du capital	des droits de vote
Famille Bourgeois	72,13%	81,80%

Public	27,87%	18,20%
Ensemble	100,00%	100,00%

Selon les statuts de la société, les actions nominatives détenues depuis plus de 5 ans confèrent un droit de vote double.

4.5 *Soldes intermédiaires de gestion*

	2007	%	2006	%	2005
Vente de marchandises					
Coûts d'achats des marchandises vendues					
MARGE COMMERCIALE					
Production vendue	2 312 331		4 285 203		5 804 782
Production stockée	-1 116 037		-60 260		-450 881
Production immobilisée					
PRODUCTION DE L'EXERCICE-	1 196 294	100,00%	4 224 943	100,00%	5 353 901
Consommation en provenance de tiers	1 204 932		2 470 226		2 848 606
VALEUR AJOUTEE	-8 638	-0,72%	1 754 717	41,53%	2 505 295
Subvention d'exploitation					
Impôts et taxes	88 975		401 223		345 741
Charges de personnel	1 511 624		3 646 562		3 389 226
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-1 609 237	-134,52%	-2 293 068	-54,27%	-1 229 672
Reprise de provisions et transfert de charges	1 474 758		18 453		627 162
Autres produits	26 475		6 923		8 047
Autres charges	20 597		26 704		10
Dotations aux amortissements	101 707		148 140		208 772
Dotations aux provisions	2 373		436 271		628 350
RESULTAT D'EXPLOITATION	-232 681	-19,45%	-2 878 807	-68,14%	-1 431 595
Produits financiers	2 417		3 929		2 221
Charges financières	80 651		387 995		99 685
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-310 915	-25,99%	-3 262 873	-77,23%	-1 529 059
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	353 266		41 589		35 696
produits exceptionnels sur opération en capital	659 596		40 826		25 354
Reprises provisions except./quote part subv.d'inf	498 699		0		120 497
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	77 447		38 547		48 132
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	717 347		24 756		6 553
Dotations aux provisions exceptionnelles	400 367		1 000 786		
Participation des salariés	0		0		
Impôts sur les bénéfices	0		0		15 000
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	5 485	0,46%	-4 244 547	-100,46%	-1 417 197

4.6 *Capacité d'autofinancement*

	2007	2006
Excédent brut d'exploitation	-1 609 237	-2 293 068
+ Transfert charges d'exploitation	430 636	13 917
+ Autres produits	26 475	6 923
- Autres charges	-20 597	-26 704
+ Produits financiers	2 417	3 929
- Charges financières	-80 651	-100 373
+ Produits except./opérations gestion	353 266	41 589
- Charges except./opérations gestion	-77 447	-38 547
- Impôts sur les bénéfices	0	0
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-975 138	-2 392 334

4.7 Tableau de financement

EMPLOIS	2007	2006	RESSOURCES	2007	2006
Dividendes			Capacité d'autofinancement	-975.138	-2.392.334
Investissements non financiers	23.478		Cession d'immobilisations	389.596	40.826
Investissements financiers			Désinvestissements financiers	304.797	20.098
Remboursements d'emprunts			Emprunt souscrit		
Diminution autres dettes financières			Augmentation autres dettes financières	40.890	84.968
Total des emplois	23.478	0	Total des ressources	-239.855	-2.246.442
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	263.333	2.246.442
TOTAL	23.478	0	TOTAL	23.478	0